

La croissance, engrais toxique des sociétés hors-sol

31 août 2018 / Ernest London



Dans « La Tragédie de la croissance », Gilbert Rist démontre combien ce dogme à la vie dure conduit le monde dans l'impasse, au bénéfice de quelques-uns. Des échappatoires existent, comme celle des « communs ».

Gilbert Rist, professeur à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève, partage le constat que les sociétés modernes s'obstinent dans la voie de la croissance tout en niant ses conséquences sociales et environnementales qui conduisent à la destruction des conditions de la vie humaine sur terre. « *Chacun comprend aisément qu'une croissance infinie dans un monde fini est impossible tout en agissant comme si cela n'était pas vrai.* » Il dénonce et critique le paradigme économique dominant responsable de l'engouement universel pour la croissance puis propose d'anticiper

la société de l'après-croissance, afin d'échapper au découragement ou au repli sur soi.

Il remonte aux sources de la pensée économique dominante et montre comment les préoccupations européocentriques de ses fondateurs se sont imposées avec arrogance comme un impérialisme théorique à validité prétendument universelle et continuent de s'affirmer de manière prédatrice dans ce qu'il est convenu d'appeler les relations Nord-Sud. De la même façon, l'invention de l'économie politique, concomitante de la révolution industrielle, permet de décrire les mécanismes de production avec la division du travail, source de la valeur, en établissant que les ressources de la nature sont gratuites. Ces premiers économistes, afin de donner à leur théorie une apparence scientifique, l'ont dotée de concepts empruntés à Newton : « *masse* » *monétaire*, « *balance* » des paiements, « *équilibre* » du budget, « *vitesse* » de circulation de la monnaie, « *élasticité* » de l'offre et de la demande, termes censés donner aux « *lois* » qu'ils énonçaient la même validité que celles qui gouvernent l'univers.

La transition remet en cause l'autorité de la classe dominante

Cependant, la science a évolué sans que leurs successeurs en tiennent compte. Ainsi, la seconde loi de la thermodynamique énonce que « *dans tout système clos, l'énergie dite utile (ou disponible) diminue de manière irréversible et se transforme inéluctablement en désordre (entropie)* ». Ils ont également confondu dans leur raisonnement les ressources biotiques, qui proviennent de fonds et se reproduisent (à condition d'être entretenues) et les ressources fossiles, qui reposent sur des stocks et ne sont pas renouvelables. « *L'objet de l'économie ne concerne pas des transactions monétaires mais l'usage et la dissipation de l'énergie-matière.* »

Le passage d'un paradigme en état de crise, dont la longévité rappelle davantage la permanence des dogmes religieux que la variabilité des théories scientifiques, à un autre paradigme, n'est pas cumulatif. C'est pourquoi cette transition suscite des réticences et des oppositions parce qu'elle bouleverse les manières de penser et qu'elle remet en cause l'autorité de la classe dominante, déterminée à continuer d'accumuler des profits au mépris de l'égalité sociale et au détriment de la Nature. Des sommes considérables sont dépensées pour que l'opinion publique persiste, contre l'évidence, à ne pas croire que le changement climatique soit la conséquence de l'emballement du système productiviste. Des « *droits à polluer* » sont négociés dans le cadre du protocole de Kyoto signé en 1997 — sauf par les États-Unis, la Chine et l'Inde —, reconnaissant les nuisances et taxant les pollueurs mais sans entraver la croissance économique. Des « *biobanques* » ont été créées pour « *sauver la Nature* » en la transformant en marchandise par un mécanisme de compensation.



La viabilité du paradigme économique ne dépend pas de la viabilité des effets qu'il produit dans la société

et sur l'environnement mais d'un jugement politique. L'État est incapable de jouer le rôle d'arbitre mais relaye les intérêts des entrepreneurs et des financiers. L'équilibre instable se maintient par des taux d'intérêt négatifs, des emplois précaires et de moins en moins rémunérés complétés par une « *ubérisation* » rampante de nos vies, tandis que les spéculateurs amassent des fortunes avec de l'argent qu'ils ne possèdent pas, tout en pratiquant l'évasion fiscale légale à grande échelle.

L'objectif final n'est pas la justice mais le profit

Gilbert Rist rappelle qu'Adam Smith comme David Ricardo, les « *pères fondateurs de l'économie* », n'envisageaient pas une croissance illimitée et imaginaient plutôt que l'on s'acheminerait vers un état stationnaire. John Stuart Mill estimait que, l'existence matérielle étant assurée, on pourrait cultiver l'art de vivre après avoir renoncé au souci d'accumuler des richesses. Aujourd'hui, la croissance passe pour nécessaire non pas tant pour accroître le bien-être collectif qu'au prétexte de créer des emplois. Il aura fallu deux guerres mondiales entrecoupées par la crise de 1929 pour que se mettent progressivement en place des mécanismes de redistribution pilotés par l'État ou par des assurances sociales. Puis, l'augmentation de la productivité a entraîné un basculement idéologique, le retour d'un capitalisme aspirant à « *jouir sans entraves* ». L'objectif final n'est pas la justice mais le profit, dont la croissance n'est que le moyen mais présentée comme une fatalité. L'auteur explique comment elle repose sur la propriété privée.

Même s'il vient de citer des études anthropologiques menées auprès de sociétés humaines non contaminées par le capitalisme et montrant que celles-ci ignorent l'axiome de l'égoïsme intéressé, préférant la confiance mutuelle et la coopération, Gilbert Rist débute la seconde partie de son ouvrage — dans laquelle il propose quelques solutions — en affirmant que la propriété privée ne disparaîtra pas et qu'il y aura toujours des marchés, mais qu'il s'agit de réguler leur poids relatif. On regrettera son rejet d'emblée de toute alternative au capitalisme, qu'il juge inévitable, limitant ainsi considérablement le champ des possibles. On appréciera toutefois son honnêteté à préciser que Benoît Hamon fut, selon lui, le seul candidat en 2017 « *à s'engager sur des thèmes susceptibles d'anticiper une nouvelle forme de société* », même si ce bref passage n'était aucunement nécessaire pour sa démonstration.

« Un autre type de société qui ne serait plus hors-sol mais bien enchâssée dans la biosphère »

Puisque la croissance est le problème et non pas la solution, il convient « *d'imaginer les caractéristiques d'un autre type de société qui ne serait plus hors-sol mais bien enchâssée dans la biosphère, qui constitue le cadre naturel de l'ensemble du monde vivant* ». Pour cela, Gilbert Rist propose de restaurer les communs, qui sont certainement bien antérieurs à la propriété privée. Tandis que le service public est disponible pour tous sans que personne ne soit exclu de l'avantage qu'il procure, « *le commun est une construction politique, une forme d'autogouvernement, qui combine la coactivité et la codécision et qui assure la reproduction de la ressource* ». L'auteur suggère de rendre le monopole de la création de la monnaie à la banque centrale alors que 90 % de la monnaie en circulation est désormais créée par les banques privées, et d'envisager le « *défaut souverain* » pour s'extirper du carcan de la dette [1]. Gilbert Rist préconise la multiplication des chaînes de solidarité spontanée, de collaboration et d'entraide, qu'Orwell appelait « *common decency* » et qui rendent possible le vivre-ensemble, car une « *société de marché* » est un marché sans société, tant celui-ci constitue le degré zéro du lien social. Rist s'intéresse aussi aux démarches qui tendent à accorder une reconnaissance et un statut juridique à certains éléments naturels, comme les Constitutions équatorienne et bolivienne, qui accordent des droits à la Pachamama, la « *Terre-Mère* ». L'économie doit devenir un sous-système de l'écologie parce que celle-ci constitue la base réelle de celle-là.

Très clairement, Gilbert Rist défend une vision régulatrice qui ne manquera pas de faire débat, n'en doutons pas. Il croit, sans interroger d'autres voies, à la toute-puissance de l'État pour réformer. Son état des lieux n'en demeure pas moins un modèle de vulgarisation, à la fois abondamment nourri et extrêmement accessible.



- **La Tragédie de la croissance. Sortir de l'impasse**, de Gilbert Rist, éditions les Presses de Sciences Po, avril 2018, 170 p., 14 €.

[1] Le Collectif pour un audit citoyen de la dette a publié un rapport en 2014 qui estimait que 59 % de la dette française était illégitime.

Lire aussi : [La croissance est le grand mythe contemporain](#)

Source : Ernest London ([Bibliothèque Fahrenheit](#))

Photos :

- . chapô : [Pixabay](#) (CC0)
- . porte-conteneurs : [Pixabay](#) (CC0)

- Emplacement : [Accueil](#) > [Editorial](#) > [À découvrir](#) >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/La-croissance-engrais-toxique-des-societes-hors-sol>